

Conséquences de la mondialisation sur les questions de genre: Emploi et protection sociale

La mondialisation a entraîné une augmentation de l'activité économique des femmes et réduit l'écart entre les taux d'activité masculin et féminin. Cependant, cette augmentation ne s'est pas forcément traduite par une égalité des salaires et du statut, car les femmes sont souvent entrées sur le marché du travail dans des conditions défavorables. Cette synthèse s'appuie sur une étude de la littérature réalisée par l'UNRISD en 2012.

Elle porte sur quatre catégories de questions.

1. Les effets de la mondialisation sur l'activité économique des femmes
2. Les obstacles à l'amélioration du marché du travail pour les femmes
3. Les effets de la protection sociale sur les niveaux de vie et la sécurité économique des femmes à l'heure de la mondialisation
4. Les conséquences à en tirer pour les politiques et les programmes

Les effets de la mondialisation sur l'activité économique des femmes

La mondialisation désigne souvent l'approfondissement des relations économiques internationales. C'est un phénomène historique mais de récentes interprétations se sont focalisées sur les politiques de libéralisation financière et commerciale, les politiques macroéconomiques déflationnistes, l'austérité budgétaire, la privatisation et l'introduction de principes du marché dans le secteur public.

Certaines femmes ont profité de l'augmentation des emplois, par exemple dans les entreprises manufacturières

Entre 1980 et 2008, l'écart entre les taux d'activité économique des hommes et des femmes a été ramené de 32 à 26 %. Cette évolution a été attribuée à une combinaison de facteurs:

- L'augmentation de la demande pour le travail des femmes, qui est meilleur marché et perçu comme mieux adapté aux types d'emplois qui se sont développés avec le commerce international et la production pour l'exportation;
- Les pressions qui poussent les femmes à chercher un emploi rémunéré pour remplacer ou compléter les gains des autres membres du ménage qui baissent sous l'effet des crises économiques; et
- La tendance de plus en plus marquée des femmes à chercher un travail rémunéré parce que leurs aspirations changent à mesure que leur niveau d'instruction augmente et que les taux de fécondité baissent. aspirations.

et les exploitations capitalistes horticoles et maraîchères travaillant pour l'exportation; elles ont ainsi perçu le premier revenu dont elles pouvaient disposer librement, ou ont pu avoir davantage voix au chapitre dans l'allocation des ressources du ménage. Mais la mondialisation a aussi ses revers.

- Si l'écart entre les taux d'activité économique des hommes et des femmes s'est réduit, il n'en a pas été de même pour l'inégalité des salaires et des situations; à cause essentiellement de la ségrégation professionnelle entre les sexes, les femmes sont restées dans une large mesure confinées dans des emplois peu rémunérés.
- L'activité accrue des femmes a coïncidé avec une montée du travail informel et non protégé, ce qui a limité leur accès relatif aux prestations sociales liées à un emploi (congé de maternité, assurance maladie, pension de retraite par exemple). Dans la plupart des régions du monde, les femmes occupent une plus grande part des emplois informels que les hommes.
- L'augmentation du taux d'activité économique des femmes n'a pas modifié en leur faveur la division des tâches de reproduction dans la sphère privée tels que les soins aux enfants, aux autres personnes à charge et les tâches ménagères. Bien qu'indispensable au fonctionnement d'une économie "productive", ce travail est souvent invisible dans les statistiques économiques et n'est pas pris en compte non plus dans la définition des politiques publiques. Des estimations récentes fondées sur six pays, dont la plupart sont en développement, ont montré que si l'on assignait une valeur monétaire aux tâches domestiques et aux activités d'assistance et de soins non rémunérées, elles représenteraient entre 10 et 39 % du PIB (Budlender 2008).

Obstacles à une amélioration du marché du travail pour les femmes

Les marchés du travail sont influencés par les normes sociales et les inégalités de pouvoir. Aussi les effets de la mondialisation sur l'emploi se font-ils sentir différemment sur les hommes et sur les femmes.

- Les femmes ont généralement moins accès au capital, au travail (des autres), moins de relations sociales et

des compétences et des expériences différentes des hommes. Ces différences résultent souvent elles-mêmes d'obstacles et d'inégalités fondés sur le genre.

- Les règles officielles et les pratiques informelles en usage sur les marchés du travail dans une société sont souvent le reflet des normes qui régissent les rapports entre hommes et femmes dans cette société. Par exemple, hommes et femmes ont accès et sont jugés aptes à différents types d'emplois, et les professions féminines sont souvent les plus mal payées.
- Femmes et hommes ont des rôles différents et des rapports différents au travail de reproduction. Les femmes sont souvent freinées par des obligations sociales (envers les personnes à charge de leur famille, par exemple) et par les normes sociales (telles que les restrictions au mouvement) qui les empêchent de profiter des débouchés du marché. L'acceptabilité culturelle du travail rémunéré, en particulier hors du domicile, les effets des trajectoires de vie des femmes et la situation de leur ménage, tout cela affecte les expériences des femmes en matière d'emploi rémunéré.

Les politiques macroéconomiques des trois dernières décennies n'ont pas créé suffisamment d'emploi pour les femmes, qui soit de qualité décente.

- **Libéralisation financière**—L'ouverture des marchés de capitaux aux mouvements extérieurs a aggravé l'instabilité et les crises financières, qui ont eu des conséquences néfastes pour l'investissement et la croissance. Dans certains contextes, les femmes ont été obligées de travailler et souvent d'accepter les formes de travail les plus précaires pour remédier à l'instabilité ou à la baisse des revenus du ménage en temps de crise. Dans les économies émergentes et les pays en développement, surtout ceux ayant de grands secteurs axés sur l'exportation, employant essentiellement des femmes, celles-ci risquent plus que les hommes de travailler dans des secteurs d'activité touchés par une instabilité cyclique. En conséquence, quand la crise



Photo: UN Photo/UNDP

Culture de la mangue au Mali dans une petite exploitation tenue par des femmes.

économique prend le dessus, les femmes sont plus exposées au chômage et ressentent davantage la pression qui s'exerce sur les salaires.

- **Focalisation sur l'inflation**—Poursuivre une politique constante de stabilité des prix revient en pratique à maintenir l'inflation à des taux très bas, soit aux environs de 2 % pour les économies avancées et à moins de 5 % pour les économies en développement. Le maintien de taux d'inflation extrêmement bas a tendance à ralentir la croissance et l'emploi, ce qui a des répercussions différentes sur les hommes et les femmes. Bien que les périodes d'inflation réduite soient associées à des pertes d'emplois pour les hommes comme pour les femmes, celles-ci perdent proportionnellement plus d'emplois. Cependant, dans les rares cas où l'emploi a progressé en période d'inflation réduite, les hommes en ont bénéficié plus que les femmes.
- **Libéralisation du commerce**—L'augmentation du nombre de pays ayant développé leurs exportations de produits manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre a contribué à faire baisser les prix relatifs de ces produits ("termes de l'échange") sur le marché mondial. Cette évolution peut être particulièrement préjudiciable aux femmes qui sont souvent concentrées dans les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale. Dans les pays où les industries manufacturières ont ajouté de la valeur à leurs produits pour échapper aux termes de l'échange défavorables, les femmes ont eu de la peine à accéder aux nouvelles qualifications et aux emplois mieux rémunérés du secteur des exportations.
- **Contraintes budgétaires et réformes du secteur public**—Des pressions se sont exercées sur les gouvernements pour qu'ils réduisent la taille de l'État, y compris par la privatisation d'entreprises publiques. Comme les entreprises d'État sont généralement à forte intensité de capital et emploient une majorité d'hommes, la privatisation a été plus préjudiciable aux emplois masculins qu'aux emplois féminins. Cependant, comme une forte proportion des employés du secteur public sont des femmes et que le secteur public représente une part importante des emplois déclarés des femmes, la réduction du secteur public se fait, proportionnellement, plus durement sentir chez les femmes.
- **Mouvements transnationaux de travailleurs**—Malgré la libéralisation du commerce et de la finance, les mouvements transnationaux de travailleurs ont été limités pendant l'actuelle mondialisation. Les pays ont en effet pris des mesures pour restreindre la circulation des personnes et pour choisir les types de migrants qu'ils veulent ou dont ils ont besoin (ceux qui sont spécialisés dans les techniques de l'information, par exemple, mais aussi des professions féminisées comme les infirmières). La demande d'employés de maison et de soignants a augmenté à mesure que des pressions économiques poussaient un plus grand nombre de femmes à chercher un emploi et que les inégalités de revenu à l'intérieur des pays créaient une demande de services à la personne. Il en est résulté un "déficit des soins" dans certains pays pauvres, où les femmes laissent famille et enfants pour aller chercher ailleurs dans le monde un emploi rémunéré qui n'est souvent assorti d'aucune protection.

Les effets de la protection sociale sur les inégalités entre hommes et femmes à l'heure de la mondialisation

À un moment où l'insécurité augmente, de nombreux gouvernements, agences de développement et groupes engagés comptent sur la protection sociale (les programmes d'assistance

sociale) pour en réduire les effets dommageables sur les personnes. Certains de ces programmes, les allocations familiales par exemple, ciblent explicitement les femmes. Dans certains pays, en particulier en Amérique latine, les programmes d'assistance sociale ont sensiblement étendu leur portée ces dernières années. Les programmes d'assurance sociale ont eu tendance à exclure les femmes comme bénéficiaires directes, puisque nombreuses sont celles qui ont des emplois non déclarés ou occasionnels et qui, de ce fait, ne remplissent pas les conditions requises pour recevoir les prestations liées à l'emploi formel.

Retraites

Historiquement, les femmes ne jouissent pas d'une bonne couverture dans les régimes de retraite. La division du travail – rémunéré et non rémunéré – entre hommes et femmes a eu tendance à exclure les femmes comme bénéficiaires directes des régimes de retraite financés par des cotisations. La privatisation des retraites dans les années 1990, qui a lié plus étroitement les prestations aux trajectoires professionnelles et aux contributions individuelles, a donc pénalisé les femmes qui ont une vie professionnelle plus courte, des gains plus faibles et une espérance de vie supérieure à celle des hommes.

Cependant, des réformes récentes tentent d'éliminer le biais contre les bas revenus, les travailleurs informels et les femmes. Des expériences ont été tentées en Amérique latine où l'on a voulu offrir aux plus bas revenus une retraite de base, indépendante des cotisations versées (Arza 2012). Il a fallu, pour ce faire, mettre en place une retraite universelle non financée par des contributions, avec des crédits pour enfants pour tenir compte des soins non rémunérés, et adopter des tables de mortalité qui ne fassent plus la distinction entre hommes et femmes pour calculer les prestations.

Allocations familiales

Les programmes d'assistance sociale, en particulier ceux qui prévoient des allocations familiales, ont augmenté ces dernières années. Lorsqu'ils sont bien conçus et bien appliqués, ils constituent pour les bénéficiaires, dont un grand nombre de femmes, une source de revenu régulière et sûre (bien que parfois très modeste). Les allocations familiales peuvent aussi élargir l'accès aux services publics; mais ceux-ci fonctionnent bien dans les pays où les pouvoirs publics assurent les services sociaux essentiels ou font simultanément de gros efforts pour étendre et améliorer le réseau public qui fournit ces services. Cependant, les décideurs politiques doivent aussi réfléchir aux effets néfastes que les allocations par enfant peuvent avoir pour les femmes, par exemple lorsque leur versement est subordonné à un surcroît de travail non rémunéré pour des mères qui manquent cruellement de temps.

Programmes de travaux publics

Les programmes de travaux publics constituent une réponse là où des ménages ne peuvent pas trouver de travail rémunéré/ou ne peuvent pas subsister avec les gains qu'ils tirent de ce travail.

En Inde, la loi nationale de garantie de l'emploi en milieu rural (National Rural Employment Guarantee Act – NREGA) garantit aux ménages qui en font la demande 100 jours de travail, assortis d'un salaire minimum, d'une égalité salariale homme-femme et de services de base sur le lieu de travail. Les femmes occupent 49,5 % des emplois. Bien que cette loi ait des retombées variées, une étude conclut que le programme a réussi à élever le salaire minimum au niveau local et à réduire l'écart entre les salaires

effectifs des femmes et les salaires minima (Dasgupta et Sudarshan 2011). Cependant, le programme garantit un travail par ménage rural et non par personne. Étant donné l'inégalité des forces dans les campagnes, les femmes risquent de se retrouver en dernière position. Il fournit aussi un travail qui est ardu et épuisant, en particulier (mais pas seulement) pour les femmes.

Congés pour soins et services

L'accès à des services de qualité pour la garde des enfants et des congés payés tels que le congé de maternité ou le congé parental peuvent améliorer les perspectives d'emploi pour les femmes. Par exemple, plusieurs pays à revenu intermédiaire ont étendu les responsabilités qui incombent à l'État de fournir des formes de garde et d'éducation préscolaire – reconnues, informelles ou communautaires – pour aider les mères qui travaillent. Cependant, la qualité des services varie considérablement selon les catégories de revenu ou les groupes sociaux, et les conditions d'emploi dans les garderies et crèches informelles ou "communautaires" peuvent être proches de l'exploitation. Si les services de garderie peuvent constituer une importante source d'emplois (pour les femmes et les hommes), les politiques ont un défi à relever, qui est de cesser de compter sur le marché informel et le volontariat, qui aboutissent souvent à des conditions de travail relevant de l'exploitation et à des services de qualité médiocre, pour préférer des formes de garderie et de soins professionnelles et décentement rémunérées. Les employés comme les personnes soignées auraient tout à gagner d'un tel changement.



Photo: UN Photo/William Graham
Garderie à Washington.



Photo by Flickr/peregrinari CC BY-NC-SA 2.0

Femmes travaillant à la chaîne pour produire de la soie à Nam Ban, Viet Nam.

Références

Arza, Camila. 2012. *Pension Reform and Gender Equality in Latin America*. Programme on Gender and Development, Paper No. 15. UNRISD, Geneva.

Budlender, Debbie. 2008. *The Statistical Evidence on Care and Non-Care Work across Six Countries*. Gender and Development Programme, Paper No. 4. UNRISD, Geneva.

Dasgupta, Sukti and Ratna M. Sudarshan. 2011. *Issues in Labour Market Inequality and Women's Participation in India's National Rural Employment Guarantee Programme*. Working Paper No. 98. Policy Integration Department, ILO, Geneva.

Razavi, Shahra, Camila Arza, Elissa Braunstein, Sarah Cook and Kristine Goulding. 2012. *Gendered Impacts of Globalization: Employment and Social Protection*. UNRISD, Geneva.

Ce qu'implique l'égalité entre les sexes pour les politiques et programmes

Des politiques de rigueur monétaires et budgétaires, le libre-échange et la libre circulation des capitaux ne se sont pas révélés propres à améliorer les conditions d'existence et l'égalité entre hommes et femmes.

- La libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux ne devrait pas être une fin en soi. Les politiques menées en matière de commerce et d'investissements étrangers directs (IED) doivent être plutôt des moyens au service du développement.

Si l'on veut que la croissance économique profite au plus grand nombre, il faut appliquer un ensemble de politiques du marché du travail et de mesures qui puissent avoir un effet sur les salaires et les conditions de travail dans des situations d'emploi diverses et corriger les inégalités entre les sexes et les pratiques discriminatoires.

- Les salariés et les indépendants ont besoin d'une meilleure protection sociale, qui passe par l'enregistrement des entreprises et l'adhésion à des régimes d'assurance sociale (maladie, maternité, vieillesse).

- Des lois relatives au salaire minimum (indexé sur l'inflation) et à l'élimination des discriminations, ainsi que la réglementation des conditions de travail, peuvent être d'autres outils profitables aux salariés. Cependant, elles supposent de fortes capacités de surveillance de la part de l'État et des organisations syndicales.

La politique macroéconomique devrait être axée sur la création d'emplois décents et l'amélioration des conditions sociales, et non sur la hausse des revenus en soi.

- Les gouvernements doivent investir dans des domaines tels que le bon fonctionnement et l'accessibilité de la santé publique, l'instruction publique et des services publics de garderie et de soins qui puissent aussi devenir source d'emplois "décents"; des régimes d'assurance sociale diversifiés et redistributifs; et l'offre publique de divers biens et services complémentaires tels que l'approvisionnement en eau potable, le subventionnement d'articles alimentaires, l'accès à un réseau d'assainissement et à l'électricité, des services de transport et de logement.

Les synthèses de l'UNRISD sur les recherches et politiques visent à améliorer la qualité des échanges sur le développement. Elles replacent les recherches de l'Institut dans l'ensemble des débats sur le développement social, en résumant les conclusions et font ressortir les questions qui doivent retenir l'attention des décideurs. Elles fournissent ces informations sous une forme concise à l'intention des responsables politiques, des universitaires, des militants, des journalistes et d'autres utilisateurs.

Cette synthèse a été d'abord établie et publiée par le Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID) et s'inspire d'un document de l'UNRISD, *Gendered Impacts of Globalization: Employment and Social Protection*, de Shahra Razavi, Camila Arza, Elissa Braunstein, Sarah Cook et Kristine Goulding. Ce document, commandé par le DFID, fait partie d'un projet de l'UNRISD intitulé *Marchés du travail et politique sociale: Connexions* sous l'angle des relations hommes-femmes. Les principaux bailleurs de fonds de l'UNRISD sont l'Afrique du Sud, le Danemark, la Finlande, le Mexique, le Royaume-Uni et la Suède. Téléchargez gratuitement cette publication à partir du site www.unrisd.org/publications/rpb13f.

Copyright © UNRISD. De courts extraits de cette publication peuvent être reproduits en l'état sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir les droits de reproduction ou de traduction, prière d'en faire la demande à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse, qui y accèdera bien volontiers.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome qui encourage les recherches sur des questions sociales d'actualité touchant au développement. Ses études multidisciplinaires sont réalisées en collaboration avec le vaste réseau d'universitaires et d'instituts de recherche qu'il s'est constitué, principalement dans les pays en développement.

Pour de plus amples informations sur l'Institut, s'adresser à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; tél.: 41 (0)22 9173020, fax 41 (0)22 9170650, info@unrisd.org, www.unrisd.org.



UNRISD

INSTITUT DE RECHERCHE
DES NATIONS UNIES POUR LE
DÉVELOPPEMENT SOCIAL